

LES TENDANCES MAJEURES QUI FAÇONNERONT LE PAYSAGE DE LA CONFORMITÉ EN MATIÈRE DE CRIMINALITÉ FINANCIÈRE EN 2022

L'univers de la conformité en matière de criminalité financière évolue constamment. Compte tenu des effets persistants de la pandémie, du coût croissant de la conformité et de l'introduction de nouvelles technologies, normes et réglementations, le secteur n'a jamais été aussi difficile à appréhender. Découvrez les huit tendances émergentes qui façonnent la manière dont notre secteur fait face au large éventail de menaces qui pèsent sur l'écosystème financier mondial.

Augmentation du coût de la conformité

1. Contrôle réglementaire ne se limitant plus aux services financiers

2. Montée en puissance des cryptomonnaies

3. Sanctions axées sur les violations des droits humains

4. Focalisation accrue sur l'obligation de vigilance dans la chaîne d'approvisionnement

5. Adoption de la norme ISO 20022 pour les paiements

6. Utilisation croissante de l'IA

7. Transition vers le cloud

1. En 2022 et dans les années à venir, les établissements financiers pourraient s'orienter vers une hausse des investissements dans la technologie plutôt que vers une augmentation de la main d'œuvre, et ceci afin d'automatiser des processus manuels et de réduire le coût global de la conformité.

Les coûts de conformité en matière de criminalité financière n'ont cessé d'augmenter chaque année et sont principalement dus à la main d'œuvre. Parallèlement, le phénomène de « Grande Démission » de 2021 a soulevé des inquiétudes quant à un manque de compétences en matière de conformité au sein des établissements financiers.

Répartition mondiale des coûts de conformité en matière de criminalité financière (moyennes/grandes entreprises)¹

2020: 58% | 2019: 57% | 2020: 213,9 milliards USD | 2019: 180,9 milliards USD | 18% d'augmentation d'une année sur l'autre

Technologie 2020: 40% | 2019: 40%

Alors que 40 % de la main d'œuvre mondiale envisage de quitter son emploi en 2021, les établissements financiers pourraient avoir de plus en plus de difficultés à recruter des professionnels de la conformité expérimentés.²

Toutefois, les établissements qui ont consacré une plus grande part (>=50%) de leurs dépenses de conformité en matière de criminalité financière à la technologie ont connu une augmentation annuelle moindre de leurs coûts de conformité et moins de difficultés liées à la pandémie.¹

Coûts en 2019: 44,2 millions USD | Coûts en 2020: 48,4 millions USD | 44,6 millions USD

% des coûts de conformité liés à la technologie en 2020

Les nombreuses entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) telles que les professions juridiques, les prestataires de services aux sociétés fiduciaires et entreprises et les sociétés immobilières. Des évaluations récentes du GAFI ont elles aussi souligné des déficiences en matière de réglementation des EPNFD dans de nombreux pays. Le contrôle réglementaire des EPNFD et de leur approche de la conformité en matière de criminalité financière devrait s'intensifier tout au long de 2022, dans le cadre d'efforts visant à améliorer la transparence financière mondiale.

En 2021, les Pandora Papers ont mis en avant le recours à des territoires offshore et à des sociétés écrans pour dissimuler des comportements potentiellement contraires à l'éthique ou criminels.

Des journalistes ont divulgué 11,9 MILLIONS DE DOCUMENTS

contenant 2,94 TÉRAOCTETS d'informations confidentielles

provenant de 14 PRESTATAIRES DE SERVICES OFFSHORE

et révélant des fonds cachés, de l'évasion fiscale et, dans certains cas, le blanchiment de capitaux pratiqué par certaines des personnes les plus fortunées et les plus puissantes au monde.³

L'écosystème des cryptomonnaies sera soumis à un contrôle réglementaire accru afin de prévenir toute activité illicite et de veiller au respect des dispositifs de contrôle en matière de criminalité financière tels que les sanctions. Le GAFI (Groupe d'action financière), qui donne le ton à l'échelle internationale en matière de réglementation de lutte contre la criminalité financière, prend les devants dans la définition de normes LCB. Le GAFI a récemment publié des lignes directrices détaillées sur le sujet qui ne manqueront pas d'orienter l'élaboration des réglementations nationales dans les prochaines années.

L'utilisation des cryptomonnaies a connu un essor remarquable, ce qui a alimenté les craintes du GAFI et des organismes de réglementation concernant la criminalité financière liée aux cryptomonnaies.

À la fin du mois de juillet 2021, le montant total des principaux vols, piratages et fraudes liés aux cryptomonnaies s'élevait à 681 MILLIONS USD⁴

C'est en 2021 qu'a été signalée la rançon la plus élevée jamais exigée (70 MILLIONS USD) pour des clés de décriptage universelles, tandis que le gouvernement des États-Unis s'est fixé pour objectif de lutter contre les rançongiciels.⁵

5,6 MILLIONS d'applications de stockage de cryptomonnaies téléchargées en janvier 2021, ce qui équivaut à 31,07 % de l'ensemble des téléchargements effectués en 2020⁶

Les régimes de sanctions étendent leur portée et visent de plus en plus des problèmes tels que les violations des droits humains et la corruption mondiale. Dans un futur proche, des listes d'interdiction d'adoption pour englober des problèmes mondiaux émergents. D'autres pays adopteront des mesures similaires à la loi Magnitski.

En 2021, on a assisté à une mobilisation internationale en faveur de lois semblables à la loi Magnitski, qui permettent aux gouvernements d'imposer des sanctions économiques et des interdictions de voyager à des individus et des entités étrangères impliqués dans de graves violations des droits humains et de la corruption.

109 Nombre d'actualisations des listes de sanctions de l'ONU, de l'OFAC, de l'UE et du R.-U. entre janvier et juin 2021⁶

+614 Nombre net de désignations ajoutées⁶

La loi « Global Magnitsky Act », adoptée par les États-Unis en 2016, ouvre la voie à une nouvelle génération de programmes de sanctions axés sur les droits humains pouvant être appliqués à des individus du monde entier. Elle vise plus de 300 personnes et entités dans 40 pays.⁷

À la suite de l'exemple donné par les États-Unis, des lois de type Magnitski ont été adoptées au Canada, dans l'UE, au Royaume-Uni, à Gibraltar, à Jersey, au Kosovo,⁷ et en Australie.⁸

Suivant l'exemple de la France, l'Allemagne a établi un cadre d'obligation de vigilance visant à lutter contre les violations des droits humains et la dégradation de l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. D'autres pays à travers le monde devraient leur emboîter le pas au cours des prochaines années.

En 2021, plusieurs exemples de convergence entre les objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), et des pratiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent dans les chaînes d'approvisionnement ont été observés.

En juin 2021, l'Allemagne a adopté sa nouvelle loi sur les chaînes d'approvisionnement, la « Lieferkettengesetz », qui impose un devoir de diligence axé sur les droits humains dans les chaînes d'approvisionnement.⁹

La loi sur les chaînes d'approvisionnement aura non seulement un impact majeur sur les entreprises en Allemagne, mais aussi sur le monde entier. Les filiales étrangères des entreprises allemandes seront considérées comme entrant dans le domaine d'activités de l'entreprise allemande et devront donc se conformer aux obligations de vigilance énoncées dans la loi.¹⁰

La Commission européenne pourrait adopter une loi similaire afin que d'autres pays de l'Union européenne suivent le mouvement.¹¹

Bien que le processus de transition exige des efforts considérables à court terme, les établissements financiers peuvent s'attendre à ce que l'adoption de la norme ISO 20022, une nouvelle norme commune régissant les échanges de messages de paiement, ait non seulement pour effet d'accélérer l'exécution des paiements, mais aussi de réduire les coûts pour les équipes de conformité. Les informations plus complètes et plus détaillées contenues dans les messages amélioreront les contrôles liés aux sanctions grâce au répertoire ciblé de la criminalité financière, et aideront les organisations à détecter et à prévenir la criminalité financière.

Les banques intensifient leurs préparatifs pour la norme ISO 20022, qui a pour ambition de devenir le futur modèle pour les données de paiement à l'échelle mondiale. L'urgence de mettre en œuvre une nouvelle norme mondiale s'est accentuée au cours des dernières années suite à l'émergence de nouvelles méthodes de paiement proposées par des banques concurrentes, des prestataires de services de paiement (PSP) et d'autres perturbateurs, et vise à offrir une expérience rapide et transparente aux utilisateurs finaux.

SWIFT activera les messages ISO 20022 pour les paiements internationaux et les activités de gestion de liquidités à compter de NOVEMBRE 2022¹²

Le recours à l'IA et à ses sous-domaines (tels que l'analyse avancée, le traitement du langage naturel et l'automatisation des processus robotiques) continuera d'améliorer l'efficacité de certains processus de la conformité en matière de criminalité financière, comme par exemple l'automatisation du premier niveau d'examen. La main d'œuvre humaine sera ainsi en mesure de se concentrer sur des tâches à plus forte valeur ajoutée telles que l'analyse des vraies dépendances.

Les établissements financiers ont commencé à mettre en œuvre l'IA au cours des dernières années afin de rationaliser et d'optimiser le processus de conformité en matière de criminalité financière et de gagner en efficacité.

Dans le secteur bancaire, l'utilisation des technologies d'IA est passée de 85 % en 2020 à 86 % EN 2021¹³

62 % de cadres du secteur bancaire ont indiqué avoir recours à l'IA pour accroître l'efficacité et la productivité des salariés

57 % pour rationaliser les processus et/ou réduire les coûts en 2021.¹³

Par rapport à l'ensemble des secteurs, c'est le secteur bancaire qui exprime le plus haut niveau de satisfaction concernant l'utilisation de l'IA, 79 % des responsables indiquent que l'IA a un « impact très positif » sur leur secteur d'activité.¹³

En 2022, davantage d'entreprises migreront leurs activités vers le cloud, y compris leurs activités en matière de lutte contre la criminalité financière, afin de tirer parti des gains de performance, de sécurité et de capacité d'analyse offerts par cette infrastructure.

La Covid-19 a plus ou moins contraint les entreprises à adopter la technologie cloud, compte tenu de la généralisation du télétravail et de la hausse spectaculaire de la demande de services en ligne de la part des clients, et a ainsi accéléré la transformation numérique des établissements financiers.

En 2020, 83 % des sociétés de services financiers interrogées ont déclaré déployer la technologie cloud pour leurs infrastructures informatiques principales.¹⁴

Plus de 88 % des personnes interrogées dans le secteur des services financiers ont exprimé une vision très positive de la capacité de la technologie cloud à améliorer les processus opérationnels et la conformité réglementaire.¹⁴

Le paysage de la conformité en matière de criminalité financière n'est jamais immobile. À mesure qu'il évoluera en 2022, LexisNexis® Risk Solutions sera au côté des organisations pour leur fournir des informations sur les risques mondiaux qui leur permettront d'anticiper les nouvelles menaces et de gérer efficacement les réglementations complexes en matière de criminalité financière.

Sources

- LexisNexis® Risk Solutions True Cost of Financial Crime Compliance Study Global Report
- Microsoft. (22 mars 2021). The Next Great Disruption Is Hybrid Work - Are We Ready? Microsoft. Consulté à l'adresse <https://www.microsoft.com/en-us/worklab/work-trend-index/hybrid-work>
- Shiel, F. (3 octobre 2021). About the Pandora Papers. ICIJ. Consulté à l'adresse <https://www.icij.org/investigations/pandora-papers/about-pandora-papers-investigation/>
- Baltusaitis, J. (18 novembre 2021). 5.Fin crypto apps downloaded in January 2021, 31% of all 2020 downloads. Trading Platforms UK. Consulté à l'adresse <https://tradingplatforms.com/uk/blog-uk/2021/03/04/5-6-million-crypto-storage-apps-downloaded-in-january-2021-31-of-all-2020-downloads/>
- CipherTrace. (2021). Cryptocurrency Crime and Anti-Money Laundering Report.
- LexisNexis® Risk Solutions. Taking the Pulse of Major Sanctions Lists, January-June 2021
- Russell, M. (Novembre 2021). Global human rights sanctions Mapping Magnitsky laws: The US, Canadian, UK and EU approach. European Union. Consulté à l'adresse [https://www.europa.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BR1\(2021\)698791](https://www.europa.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BR1(2021)698791)
- Petterd, A. L. (3 décembre 2021). Australia passes Magnitsky-style Thematic Sanctions laws. Sanctions & Export Controls Update. Consulté à l'adresse <https://sanctionsnews.bakermckenzie.com/australia-passes-magnitsky-style-thematic-sanctions-laws/>
- Initiative Lieferkettengesetz. (11 juin 2021). What the New Supply Chain Act delivers - and what it doesn't. German Watch. Consulté à l'adresse <https://germanwatch.org/en/20234>
- Kaslyanova, Y., & Adam, A. C. (7 octobre 2021). The German supply chain act and its impact on businesses in the Gulf Region. Lexology. Consulté à l'adresse <https://www.lexology.com/library/detail.aspx?l=8e9f9066-247c-40aa-8483-9bc3f55693bb>
- Eastwood, S., Ford, J., & Reynolds, L. (23 décembre 2021). Business and human rights - EU's proposed mandatory human rights and environmental due diligence law faces further delay. Lexology. Consulté à l'adresse <https://www.lexology.com/library/detail.aspx?l=2d07141b-f929-4daa-9e83-898938ac0bc>
- SWIFT. (n.d.). ISO 20022 adoption programme. SWIFT. Consulté à l'adresse <https://www.swift.com/standards/iso-20022/iso-20022-programme/timeline>
- RELX Emerging Tech Executive Report 2021
- Maule, Z. (12 août 2021). Google Cloud study: Cloud adoption increasing in financial services, but regulatory hurdles remain. Google. Consulté à l'adresse <https://cloud.google.com/blog/topics/inside-google-cloud/new-study-shows-cloud-adoption-increasing-in-financial-services>

À propos de LexisNexis Risk Solutions

LexisNexis® Risk Solutions exploite la puissance des données et des analyses avancées pour fournir des informations qui aident les entreprises et les entités gouvernementales à réduire les risques et à améliorer les décisions pour le bénéfice des personnes dans le monde entier. Nous fournissons des données et des solutions technologiques pour un large éventail de secteurs, notamment l'assurance, les services financiers, les soins de santé et le gouvernement. Notre siège social est situé dans la région métropolitaine d'Atlanta, en Géorgie, et nous avons des bureaux dans le monde entier. Nous faisons partie de RELX (LSE : REL/NYSE : RELX), un fournisseur mondial d'outils d'analyse et d'aide à la décision basés sur les informations destinés aux professionnels et aux entreprises. Pour plus d'informations, veuillez consulter les sites www.risk.lexisnexis.com/global/fr et www.relx.com. Nos solutions aident les organisations à lutter contre la criminalité financière, à se conformer aux réglementations, à atténuer les risques commerciaux, à améliorer leur efficacité opérationnelle et à accroître leur rentabilité.

Ce document est publié à titre informatif uniquement et ne garantit pas la fonctionnalité ou les caractéristiques des produits LexisNexis Risk Solutions mentionnés. LexisNexis Risk Solutions ne garantit pas que ce document est complet ou sans erreur.

LexisNexis et le logo Knowledge Burst sont des marques déposées de RELX Inc. Les autres produits et services peuvent être des marques commerciales ou des marques déposées de leurs sociétés respectives. Copyright © 2021 LexisNexis Risk Solutions Group.